

Notifié / L n° 4512-4513-4514/GCS du 24/11/2006 ; 4699 du 26/12/06
au DGI D/L 1246 du 25/14/07.

LHL

N° 86/CA du Répertoire

N° 2001-82 /CA du Greffe

Arrêt du 07 octobre 2004

Affaire : GBEDJIMENON H. Emmanuel

C/
MFE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Porto-Novo du 12 juin 2001 enregistrée au greffe de la Cour le 05 juillet 2001 sous le n° 748/GCS, par laquelle Monsieur GBEDJIMENON H. Emmanuel, administrateur du trésor, receveur des impôts de Porto-Novo, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision n° 002/MFE/DC/SGM/DGID/DGR du 16 janvier 2001 de la Directrice Générale des Impôts et des Domaines lui notifiant, une mise en garde ;

Vu la lettre n° 2107/GCS du 28 août 2001 par laquelle la requête valant mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiquées à Monsieur le Directeur Général des Impôts et des Domaines pour ses observations ;

Vu la lettre n° 2745/GCS, par laquelle les observations de la direction Générale des Impôts et des Domaines ont été communiquées à Monsieur GBEDJIMENON H. Emmanuel pour une éventuelle réplique ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 2136 du 15 juillet 2001 ;



f

g

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le conseiller rapporteur **Victor ADOSSOU** en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Considérant que le présent recours est recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai de la loi.

Au fond

Considérant que le requérant expose :

Que par décision n°002/MFE/DC/SGM/DGID/DGR du 16 janvier 2001, Madame la Directrice Générale des Impôts et des Domaines lui a infligé une mise en garde avec inscription au dossier et ampliation à quatre vingt seize (96) Directions et services pour légèreté dans l'exercice de ses fonctions de Receveur Principal des Impôts du Champ de Foire, notamment dans la détermination de la procédure visée au point 5 du procès-verbal du 10 mars 2000 relative à la gestion créance de la Société Groupe MYC International Sarl au profit de Financial Bank Bénin ;

Que la décision ci-dessus visée précise qu'en cas de récidive, le mis en garde s'expose à des sanctions plus graves ;

Qu'à la suite de cette décision qu'il considère comme illégale, il a régulièrement adressé le 1^{er} mars 2001 à la Directrice Générale des Impôts et des Domaines le recours préalable prévu à l'article 68 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 définissant la composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la Cour Suprême ;



Que la Directrice Générale des Impôts et des Domaines n'a donné jusqu'à la date de sa requête introductive d'instance aucune suite à son recours gracieux ;

Qu'au regard de tout ce qui précède, il sollicite qu'il plaise à la Cour :

Déclarer recevable le recours pour excès de pouvoir qu'il a introduit. ;

Annuler la décision n° 002/MFE/DC/SGM/DGID/DGR du 16 janvier 2001 prise à son encontre par la Directrice Générale des Impôts et des Domaines ;

Considérant que le requérant fonde son recours sur les moyens tirés de :

1) Excès de pouvoir en ce que la sanction infligée n'est pas prévue par les textes en vigueur notamment l'article 131 de la loi n° 86-013 du 26 février 1986 portant statut général des agents permanents de l'Etat ;

2) Excès de pouvoir en ce que la Directrice Générale des Impôts et des Domaines a violé les dispositions de l'article 137 de la loi n°86-013 du 26 février 1986, prévoyant l'avis du comité de direction avant le prononcé des sanctions du premier degré ;

3) Excès de pouvoir en ce que la sanction infligée viole les dispositions de l'article 42 de la loi n° 86-013 du 26 février 1986 limitant strictement la responsabilité de tout agent permanent de l'Etat à l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

4) Excès de pouvoir en ce que la sanction est prise au mépris des textes et que le requérant n'a commis aucune faute.

Considérant que l'Administration conclut au rejet du recours du requérant au motif que :

-la mise en garde adressée vise à assurer la police des recettes fiscales en prévenant les comportements des agents qui, dans l'exécution de leurs tâches, occasionnent des pertes de recettes à l'Etat au mépris des dispositions légales et réglementaires ;



[Handwritten signature]

-la mise en garde adressée vise à affirmer l'autorité de la Direction Générale des Impôts et des Domaines dans le suivi de l'application des lois et dispositions fiscales ;

-la mise en garde adressée n'a pas un impact sur la carrière administrative du requérant dans la mesure où ne figurant pas sur la liste des sanctions légales, elle ne peut faire l'objet d'inscription sur son dossier personnel à la Fonction Publique sauf récidive ;

-qu'en cas de récidive, la décision de mise en garde peut être exploitée pour apprécier éventuellement une circonstance aggravante.

Sur le premier moyen du requérant tiré de l'excès de pouvoir en ce que la sanction infligée n'est pas prévue par les textes en vigueur, notamment l'article 131 de la loi n° 86-013 du 26 février 1986 portant statut général des agents permanents de l'Etat.

Considérant que l'article 131 de la loi n° 86-013 du 26 février 1986 portant statut général des agents permanents de l'Etat dispose :

« Les sanctions disciplinaires sont :

Sanctions du premier degré

- L'avertissement écrit ;
- Le blâme avec ou sans inscription au dossier ;
- La mise à pied avec suppression de traitement pour une durée ne pouvant excéder trente (30) jours ;
- Le déplacement d'office ;
- Le blocage d'avancement d'échelon pour une année ;
- La radiation du tableau d'avancement.

Sanctions du deuxième degré

-L'exclusion temporaire des fonctions pour une période ne pouvant excéder six (6) mois ;

-L'abaissement d'échelon ;

-La rétrogradation ;

-La mise à la retraite d'office ;

-La révocation sans suspension des droits à pension ;

L'exclusion temporaire de fonction entraîne la perte de toute rémunération à l'exception des allocations familiales. »

Considérant qu'il ressort de l'analyse des dispositions de l'article 131 de la loi portant statut général des agents permanents de l'Etat que « la mise en garde » ne figure nulle part, c'est-à-dire ni dans les sanctions du premier degré, ni dans les sanctions du deuxième degré.

Que le groupe de mots « mise en garde » est un néologisme qu'a utilisé la Direction Générale des Impôts et des Domaines pour infliger une sanction à un agent permanent de l'Etat ;

Qu'en effet, l'article 2 de la décision querellée précise : En cas de récidive, le mis en garde s'expose à des sanctions plus graves ».

Qu'il apparaît ainsi clairement des lignes ci-dessus qu'en prenant la décision querellée, la Directrice Générale des Impôts et des Domaines s'était résolue à sanctionner son agent puisque l'article 2 de sa décision précise que le mis en garde s'expose à des sanctions plus graves s'il venait à récidiver.

Que l'argumentation de l'administration qui consiste à alléguer de mise en garde adressée et non infligée ne l'absout point de sa volonté de donner à la décision querellée un caractère de sanction.



[Signature]

Que c'est à tort que l'administration affirme que la mise en garde adressée vise à assurer la police des recettes fiscales en prévenant le comportement des agents des Impôts qui, dans l'exercice de leur fonction, occasionnent des pertes de recettes à l'Etat au mépris de toutes les dispositions légales et réglementaires.

Que le législateur a en effet prévu le genre de situation ci-dessus décrite en organisant la grille des sanctions tant du premier degré que du second degré.

Que la situation que voulait gérer la Directrice Générale des Impôts et des Domaines aurait pu l'amener à adresser un avertissement écrit au requérant, sanction prévue par la loi n° 86-013 du 26 février 1986 portant statut général des agents permanents de l'Etat.

Considérant en outre que la préoccupation liée à l'affirmation de l'autorité de la Direction Générale des Impôts et des Domaines qu'exprime l'administration, aurait pu être satisfaite autrement qu'à travers la prise d'une décision à caractère résolument disciplinaire.



Qu'une simple lettre circulaire rappelant les dispositions fiscales en mal d'application et le professionnalisme dont chaque agent devrait faire montre, aurait suffi à l'administration pour affirmer son autorité et prévenir les comportements contraires à l'intérêt du service.

Considérant qu'il apparaît au total que la Direction Générale des Impôts et des Domaines a commis un excès de pouvoir en infligeant au requérant une sanction non prévue par la loi.

Que l'ampliation de la décision querellée faite à quatre vingt seize (96) directions et services rend compte du caractère disciplinaire de ladite décision.

Qu'il y a lieu par conséquent d'accueillir le premier moyen du requérant tiré de l'excès de pouvoir en ce que la sanction infligée n'est pas prévue par les textes en vigueur notamment l'article 131 de la loi n° 86-013 du 26 février 1986 portant statut général des agents permanents de l'Etat.

Sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens,



PAR CES MOTIFS,**DECIDE :**

Article 1^{er} : Le recours en date à Porto-novo du 12 juin 2001 de Monsieur GBEDJIMENON H Emmanuel Administrateur du Trésor, contre le Ministère des Finances et de l'Economie, tendant à l'annulation pour excès de pouvoir de la décision n°002/MFE/DC/SGM/DGID/DGR du 16 janvier 2001 de la Directrice Générale des Impôts et des Domaines portant mise en garde, est recevable ;

Article 2 : Ladite décision est annulée :

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties, au Procureur Général près la Cour Suprême et sera publié au Journal Officiel de la République du Bénin.

Article 4 : Les frais sont mis à la charge du Trésor Public.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT;

Josephine OKRY-LAWIN {
et {
Victor ADOSSOU {

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi sept octobre deux mille quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE,

MINISTERE PUBLIC ;

7

Et de Irène Olga AÏTCHEDJI,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président

Le Rapporteur,

DE = Gratos

G. ALAYE.-

V. D. ADOSSOU.-

Enregistré à Cotonou le 01/03/06

Fo 01 Case 1086

Reçu Gratos

L'inspecteur de l'Enregistrement

Le Greffier.

I. O. AÏTCHEDJI.-

Antoinette L. AGA

